

« Rien ne justifie l'indécence »

Channel Mallinger est directeur d'une école élémentaire à Metz-Bellecroix. Après 26 ans de carrière, son pouvoir d'achat, comme celui de nombre de ses collègues peine à progresser.

Les enseignants savent bien qu'ils ne sont pas, loin s'en faut, les plus mal lotis », reconnaît Channel Mallinger. Il explique : « Dans nos classes, nous sommes au contact des gens qui connaissent de réelles difficultés ». Cette conscience-là n'en empêche pourtant pas une autre : « Le pouvoir d'achat, c'est important ; le salaire ça fait partie des motivations autour desquelles quelqu'un se structure. Et au bout d'un moment, il faut rester raisonnable : rien n'excuse l'injustice et rien ne justifie l'indécence. Quand on voit des chefs d'entreprise qui gagnent mensuellement quelque 316 fois le smic... ».

Militant SNUipp, Channel Mallinger est directeur d'école à Bellecroix. Après 26 ans de carrière, il gagne « 2 000 € par mois, plus 100 € de prime de direction ». Un traitement légèrement supérieur au traitement indiciaire net mensuel moyen dans le premier degré, de 1 866 €.

Avec les primes, les possibilités d'heures supplémentaires et les quotas d'avancement hors classe plus larges, les enseignants du secondaire sont un peu plus chanceux : ils gagnent en moyenne un peu plus de 2 100 € par mois. « Mon épouse est à mi-temps, avec

donc environ 3 000 € net par mois. Assez pour ne pas avoir droit à toutes les aides... », explique Channel Mallinger.

Pénibilité

De plus, la famille voit son pouvoir d'achat se dégrader depuis des années. Moins 20 % depuis 1981, annoncent les syndicats. Sans quantifier exactement le recul, Channel Mallinger reconnaît qu'il faut désormais faire attention : « On limite les trajets inutiles, les dépenses de vêtements, etc. Si on va au restaurant, on ne fait pas autre chose... » Pour autant, « le plaisir est toujours là », assure-t-il.

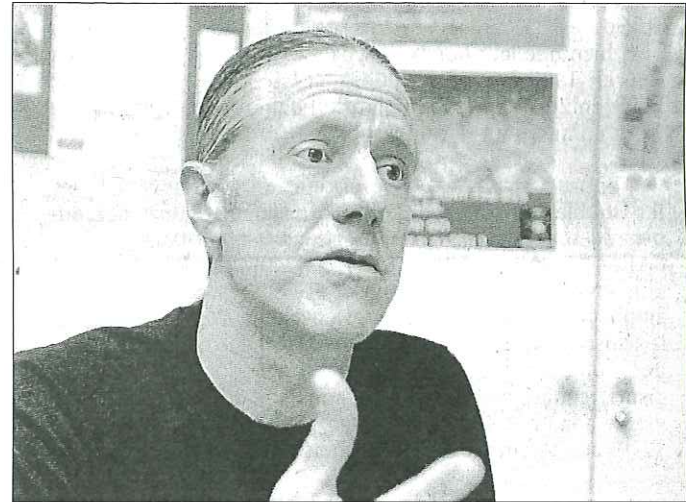
Même s'il reconnaît que « c'est la solidarité, l'envie de faire réussir les enfants », qui permettent de ne pas doucher complètement l'enthousiasme, notamment chez les jeunes.

Ces motivations sont aussi source de stress : « Contrairement à ce qui est dit ici ou là, les enseignants veulent bien faire. Or, le manque de moyens rend les choses pénibles. De fait, on finit l'année scolaire complètement lessivés même avec les vacances ». Cette pénibilité est sans doute encore trop méconnue. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer : un enseignant titulaire a

passé un concours sélectif, exactement comme un ingénieur. Or, avec 2 000 € net par mois, ils atteignent à peine le salaire d'un ingénieur débutant.

Et si on examine la situation des pays voisins, le constat devient risible : au Luxembourg, le salaire moyen excède 5 000 € par mois, il dépasse 4 000 € en Allemagne et atteint 3 000 € en Belgique. « Sur ce plan, on est des couillons. Il n'y a pas d'autre mot. On ne met jamais le salaire au cœur de nos revendications. Et cette fois pas plus que d'habitude du reste. Ce qui nous importe le plus, ce sont les moyens pour l'école, pour les enfants. », affirme Channel Mallinger. N'empêche.

H. B.



Au plan financier, c'est simple: «On est des couillons», constate Channel Mallinger. «Il n'y a pas d'autre mot. On ne met jamais le salaire au cœur de nos revendications. Et cette fois pas plus que d'habitude.»

SNUipp : 2 grévistes sur 3

Selon une première estimation réalisée hier par le SNUipp-FSU, principal syndicat du primaire, 65 % des professeurs des écoles devraient être en grève pour la journée d'actions des fonctionnaires pour les salaires et l'emploi. Cette estimation a été effectuée « à partir des réponses de 71 départements, soit près de 80 % de la profession », a précisé le syndicat. A titre de comparaison, lors de la précédente grève, le 8 février, le SNUipp-FSU avait comptabilisé entre 40 et 45 % de grévistes.

Pendant le mouvement contre le CPE, les trois journées de grève avaient rassemblé moins de 50 % de grévistes. « On retrouve un taux de grévistes qui correspond aux grandes journées de 2003 », lors du mouvement contre la réforme Fillon sur les retraites, a commenté Gilles Moindrot, secrétaire général du syndicat. Selon le comptage du SNUipp-FSU, des pointes sont à prévoir en Ardèche (85 %) ou à Paris (77 %), et moindres (50 %) dans le Nord ou le Bas-Rhin.